

# MIGRANTS SENEGALAIS : PASSER PAR LE NIGER POUR ATTEINDRE L'EUROPE

Aly Tandian



opportunities

for a fair narrative on migration



# opportunities

for a fair narrative on migration

Please quote this report as: Migrants sénégalais : passer par le Niger pour atteindre l'Europe



Horizon 2020  
European Union Funding  
for Research & Innovation

**DISCLAIMER** This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 Research & Innovation program under Grant Agreement no. 101004945. The information in this deliverable reflects only the authors' views and the European Union is not liable for any use that may be made of the information contained therein.

DISSEMINATION LEVEL: Public

**Project:** OPPORTUNITIES- Crises as Opportunities: towards a Level Telling Field on Migration and a New Narrative of Successful Integration

**GA:** 101004945

**Call:** H2020-SC6-MIGRATION-2020

**Type of action:** RIA

MIGRANTS SENEGALAIS :  
PASSER PAR LE NIGER POUR  
ATTEINDRE L'EUROPE

Working Paper

opportunities

for a fair narrative on migration



# MIGRANTS SENEGALAIS : PASSER PAR LE NIGER POUR ATTEINDRE L'EUROPE

**Submission date:** April 2022

**Lead Beneficiary:** GERM-Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

**Author :** Aly Tandian

## SOMMAIRE

<b>Résumé exécutif</b>	<b>8</b>
<b>Introduction</b>	<b>12</b>
Démarche méthodologique	12
Tambacounda : une région de départ par excellence	14
Niger : une destination par défaut pour les migrants Sénégalais	15
<b>1. Causes profondes de la migration</b>	<b>17</b>
<b>2. Migrer : une nécessité !</b>	<b>22</b>
<b>3. Entre influences de parents et efficacité des réseaux sociaux</b>	<b>25</b>
<b>4. Du Sénégal à la Libye : de dures conditions du voyage</b>	<b>27</b>
<b>5. Entre souffrances physiques et chocs psychiques</b>	<b>30</b>
<b>6. Quotidiennetés des migrants : entre réseaux et ghettos</b>	<b>39</b>
<b>Conclusion</b>	<b>44</b>



**MIGRANTS SENEGALAIS :  
PASSER PAR LE NIGER POUR  
ATTEINDRE L'EUROPE**

## Proverbe Haoussa

"In kaga wani yafaa dowu taa bunda yekebi ye dashi yahi wutazahi"

"Si tu vois quelqu'un fuir et préférer tomber dans le feu, cela veut dire que ce qui le poursuit est pire que le feu."



## Résumé exécutif

Au cours des deux dernières décennies, il y a eu un réel accroissement des flux migratoires sub-sahariens transitant par le Maghreb et plus particulièrement le Maroc, l'Algérie ou la Libye et dans la moindre mesure la Tunisie pour se rendre en Europe. Ce faisant, les trois premiers nommés sont devenus des espaces de transit et le plus souvent d'installation de longue durée pour de nombreux migrants sub-sahariens venus en majorité de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la République de Guinée, de la Gambie, etc.

Cette recherche s'intéresse aux migrants sénégalais qui se rendent au Niger par voie terrestre en espérant, un jour, atteindre l'Europe à la suite de plusieurs escales. En route, les migrants sénégalais s'installent fréquemment dans des carrefours migratoires pour travailler et financer les prochaines escales. C'est ainsi que depuis le Mali (Bamako, Bougouni et Sikasso) ou au Burkina Faso (Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, etc.), etc. des migrants sénégalais sont retrouvés dans l'artisanat, la maçonnerie ou la vente ambulante, etc. Au Niger, ils sont souvent à Niamey ou à Agadez, deux grands carrefours historiques où ils se débrouillent pour leur survie.

Nous avons réalisé la collecte des données dans divers sites : d'une part au Niger (Niamey et Agadez) et d'autre part au Sénégal et plus précisément dans la région de Tambacounda où nous avons fait des entretiens individuels et collectifs en développant un réseau dense de partenaires aux profils éclatés.

Au Sénégal, outre les migrants de retour, nous avons interrogé des acteurs politiques, des journalistes, des agents de sécurité, des transporteurs, des membres d'organisations de la société civile, etc. à titre individuel ou à partir de focus groupes, en nous intéressant aux activités exercées dans le pays d'origine, aux modes de financement du voyage, au niveau d'étude, etc.

Les résultats de la collecte nous renseignent qu'une bonne partie des migrants de retour rencontrés à Tambacounda sont en situation précaire à cause d'un manque d'emploi. Pour cette raison, le seul horizon envisageable pour gagner leur vie est de ré-émigrer. À aucun moment, une perspective de s'en sortir en restant au Sénégal n'est évoquée par nos interlocuteurs qu'ils soient ceux rencontrés au Niger ou ceux interrogés à Tambacounda. Ils sont tous "*catégoriques*" dans leurs propos en soutenant que "*partir en migration et surtout en Europe est la seule solution*".

En termes d'activités professionnelles, la quasi-totalité des migrants de retour interrogés à Tambacounda nous confirment qu'ils travaillaient dans divers domaines avant de se rendre à l'étranger. En moyenne, 50% des migrants de retour à la suite de rapatriement évoluaient – *avant leur voyage* - dans l'agriculture, 25% dans l'élevage, 7% pratiquaient le commerce, 2% dans l'hôtellerie et la restauration et 5% dans le domaine du transport. Il faut préciser que 22%

de ces migrants de retour sont instruits dont environ 7% avec le niveau de baccalauréat ou plus.

Il faut rappeler que pour ces personnes interrogées, le projet de migrer est souvent enclenché sous l'effet de facteurs d'attraction qui provoquent un effet d'entraînement qui assure le passage du stade latent à celui de la concrétisation de l'acte de migrer.

En outre, l'image de la réussite sociale qu'affiche l'émigré de retour au Sénégal pendant ses vacances et ses récits enflammés par une dose de mythomanie confortent l'idée qu'on se fait de cet "eldorado" largement médiatisé par la télévision. Cela a été souvent rendu possible par le fait qu'au niveau du système des représentations locales des phototypes sont évoqués lorsqu'il est question de parler de la migration. Le voyage n'est pas simplement pour les migrants de retour « *synonyme d'acquisition d'un travail stable mais il symbolise la voie à entreprendre pour faire fortune et acquérir aux yeux de ses pairs un prestige social* ».

Selon les personnes interrogées, les réseaux sociaux constituent un canal performant pour la conversation permanente entre migrants et candidats à la migration. Ils permettent à la fois d'envoyer et de recevoir des messages vocaux ainsi que des photos de migrants prises dans leur « nouveau » pays de résidence et des appels vidéos à partir de ces derniers qui, ensemble, font souvent l'apologie du voyage.

Par conséquent, au Niger, ils sont nombreux les migrants sénégalais à témoigner être victimes de tracasseries avec des agents de la police ou de la gendarmerie locales qui, selon leurs propos, *"les réclamaient des fonds et biens, une condition pour les laisser passer"*.

Les difficultés auxquelles ils sont confrontés peuvent parfois venir des chauffeurs qui *"sont de connivence avec d'autres acteurs évoluant dans le transport"*. Pour faire face aux nombreuses difficultés rencontrées au Niger et sur la route, des migrants sont obligés de rejoindre des associations sénégalaises pour trouver de l'aide.



À Niamey, le mouvement associatif confrérique a joué un rôle important dans l'assistance des migrants sénégalais ou pas. Les dahiras<sup>1</sup> Mourides<sup>2</sup> et Tidianes<sup>3</sup> accueillent des "aventuriers" avec ou sans condition selon la structure comme nous le font remarquer avec insistance et à plusieurs reprises des responsables interrogés.

Ceux-ci rappellent que leur daira dans son fonctionnement prône la compréhension, la tolérance, la solidarité agissante dans tous les domaines de la vie (travail, logement, assistance légale, problème quotidiens etc.). Ainsi, le principe de solidarité qui structure le daira a permis à ce dernier de jouer le plus souvent un rôle fondamental au même titre que les autorités consulaires sénégalaises à Niamey. Celles-ci, dans leur mission, ont accueilli des candidats à la migration en situation de détresse.

D'autres difficultés sont causées par des forces de sécurité dans les pays traversés du simple fait que les candidats à la migration soient des étrangers. Cela est en contradiction avec les règles de la CEDEAO. Pour cette dernière, les ressortissants d'un État membre bénéficient sur l'ensemble du territoire de l'Union de la liberté de circulation et de résidence qui implique le droit de se déplacer et de séjourner sur le territoire de l'ensemble des États membres.

Ainsi, au Niger, certains migrants sénégalais en situation de détresse sont obligés de recourir aux services consulaires pour être rapatriés au pays d'origine. Parallèlement, d'autres refusent d'effectuer le voyage retour vers le Sénégal. Leur refus d'abandonner le voyage malgré les difficultés connues s'explique à plusieurs niveaux. La peur d'affronter la honte ou d'être la risée de leurs proches incite des migrants sénégalais à poursuivre le voyage.

Ceux-ci avec les envois d'argent faits par des parents restés au Sénégal ou déjà arrivés en Europe sont obligés à poursuivre leur voyage vers l'Europe tout en contribuant à l'économie locale au Niger durant leur séjour d'attente.

Même si aucune statistique « officielle » n'est disponible sur les retombées financières de la migration, des populations locales soutiennent que la ville d'Agadez a profité de la migration.

---

<sup>1</sup> Le daira est une association qui regroupe les disciples mourides soit sur la base des allégeances maraboutiques particulières, soit sur la base du lieu où ils se trouvent ou de l'activité professionnelle.

<sup>2</sup> Le mouridisme est un mouvement religieux né au Sénégal sous l'impulsion de Cheikh Ahmadou Bamba, à la fin du XIXe siècle. L'entreprise religieuse de ce cheikh (guide spirituel) suivi par ses premiers taalibés (disciples), le conduira à affronter les colons qui voyaient dans ce mouvement un danger pour leur entreprise. Il fut exilé à plusieurs reprises, en tout plus de dix ans au Gabon et en Mauritanie, mais son charisme entraîna des conversions de plus en plus nombreuses. La confrérie mouride se structura autour de la ville sainte de Touba, en plein cœur du Sénégal sous l'autorité d'un khalife et de nombreux cheikhs. D'abord formés à la prière et aux travaux des champs dans les daaras, pionniers de la culture et de la vente de l'arachide au Sénégal, les mourides devinrent de grands commerçants (Bava Sophie, « Le *daira* urbain, lieu de pouvoir du mouridisme », in *Les Annales de la recherche urbaine*, N°96, 2004. Urbanité et liens religieux. pp. 135-143).

<sup>3</sup> La Tijaniyya ou tariqa tijaniyya, littéralement « la voie tijane », variantes tidiane, tidjane, tidjanie) est une confrérie (tariqa) soufie, fondée par Ahmed Tijani en 1782 dans une oasis algérienne. Cette confrérie musulmane est la plus répandue d'Afrique de l'Ouest.

Elle fait croître plusieurs secteurs de l'économie locale allant du transport, de l'hébergement, mais aussi du système de transaction informelle.

A ce jour avec la loi n°2015-036 du 26 mai 2015, « *l'État du Niger cherche à lutter contre les flux migratoires irréguliers et éviter que le désert ne devienne le mouoir des jeunes africains candidats aux voyages* ». Malgré cette décision politique, des routes informelles et plus risquées sont quotidiennement entreprises par des migrants sénégalais qui prennent contacts avec des passeurs depuis Tambacounda où des réseaux sont efficacement entretenus.



# Introduction

Au cours des deux dernières décennies, il y a eu un réel accroissement des flux migratoires sub-sahariens transitant par le Maghreb et plus particulièrement le Maroc, l'Algérie ou la Libye et dans la moindre mesure la Tunisie pour se rendre en Europe. Ce faisant, les trois premiers nommés sont devenus des espaces de transit et le souvent d'installation de longue durée pour de nombreux migrants sub-sahariens venus en majorité de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Guinée Bissau, de la Gambie, de la Guinée Conakry, etc.

Ce document porte sur les migrants sénégalais qui se rendent au Niger par voie terrestre en espérant, un jour, atteindre l'Europe. Il faut signaler que leur voyage est couramment fait en plusieurs escales, et peut prendre plusieurs mois.

En route, les migrants sénégalais s'installent fréquemment dans des carrefours migratoires pour travailler et épargner suffisamment d'argent pour les prochaines escales. C'est ainsi que depuis le Mali (Bamako, Bougouni et Sikasso) ou au Burkina Faso (Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, etc.), etc. des migrants sénégalais sont retrouvés dans l'artisanat, la maçonnerie ou la vente ambulante, etc. Au Niger, ils sont souvent à Niamey ou à Agadez, deux grands carrefours historiques où ils se débrouillent pour leur survie.

## Démarche méthodologique

Dans le cadre de cette recherche, nous avons réalisé la collecte des données dans divers sites : d'une part au Niger (Niamey et Agadez) et d'autre part au Sénégal et plus précisément dans la région de Tambacounda.

Ce document cherche à identifier les ressources mobilisées par les migrants et les membres de leur communauté qui les soutiennent pour effectuer leurs voyages vers l'Europe via le Niger et la Libye.

Nous nous sommes intéressé aux niveaux d'études et activités professionnelles des candidats aux voyages, aux conditions de départ et aux motivations de leurs voyages ainsi qu'aux difficultés rencontrées. À cet effet, aussi bien au Sénégal qu'au Niger, des informations sont collectées auprès des candidats ou non à la migration mais également auprès d'autres acteurs et institutions: ministères, partenaires techniques et financiers, chercheurs, membres de la société civile, parents de migrants, etc.

Il faut signaler que dans le cadre de la collecte des informations, nous avons fait recours aux entretiens individuels et collectifs en développant un réseau dense de partenaires aux profils éclatés. Nous avons interrogé des universitaires, des assistants sociaux, des politiques, des

journalistes, des agents de sécurité, des transporteurs, des membres d'organisations de la société civile, etc.

Des réseaux de partenariat ont été établis avec des associations communautaires, culturelles, confrériques, etc., en vue de ratisser large et d'arriver à mobiliser des informations sur les migrations de sénégalais au Niger. Des migrants de retour ou des candidats aux voyages et ayant abandonné leur projet de voyage nous ont renseigné sur les profils des migrants et des candidats à la migration ; leurs parcours et stratégies pour se déplacer, etc.

À titre individuel ou à partir de focus groupes, des migrants et candidats à la migration ont été interrogés à la suite de définition de caractéristiques pertinentes : région d'origine, année d'arrivée ou de départ, activités exercées dans le pays d'origine, modes de financement du voyage, niveau d'étude, sexe, etc.

Les migrants et candidats à la migration ont été interrogés en groupe selon également leur projet de retour au pays d'origine face aux difficultés, leur projet d'installation au Niger ou tout simplement leur ambition de poursuivre leur voyage en se rendant au Maroc, en Algérie ou en Lybie pour atteindre l'Europe.

Ce choix d'interroger les migrants et candidats à la migration séparément est une option pour éviter des biais méthodologiques et surtout permettre à nos interlocuteurs d'éviter de sentir une certaine gêne ou pression de leurs pairs au moment des discussions.

13

Avec ces différents acteurs, nos questionnements ont voulu trouver des réponses nous permettant d'avoir une meilleure connaissance sur les ressources et stratégies mobilisées par les candidats aux migrations ; sur les motivations des migrations ; sur ce qui caractérise les filières migratoires ; sur comment les filières migratoires sont entretenues à la fois dans les territoires de départ, de transit et d'installation, etc.

Nous rappelons que deux espaces constituent nos principaux champs de collecte d'informations, d'une part le Sénégal et d'autre part le Niger. Dans le premier, il s'agit de la région de Tambacounda qui, malgré l'érection de son ancien département, Kédougou, en région, demeure encore la plus vaste région du Sénégal avec ses 42.706 km<sup>2</sup> de superficie. En 2014, la région comptait une population résidente de 705.397 habitants, soit 5,1% de la population du pays. On note une légère supériorité numérique des hommes par rapport aux femmes (50,6% contre 49,4%.) Du fait de sa grande superficie et de sa faible population, la région de Tambacounda a une densité de population relativement faible : 17 habitants au km<sup>2</sup>.<sup>4</sup>

L'autre site de collecte des informations est le Niger et plus précisément Niamey et Agadez. Si la première ville, Niamey, est pour de nombreux migrants sénégalais une zone de transit, la deuxième, Agadez, est le lieu par excellence où les derniers préparatifs se font avant de rejoindre la Libye.

<sup>4</sup> République du Sénégal. Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie. Rapport définitif, avril 2017.



À cet effet, dans ces deux villes, Niamey et Agadez, nous avons interrogé des sénégalais candidats à la migration mais également des membres des dahiras, mouride et tidiane, pour avoir leurs avis sur l'arrivée massive au Niger durant ces dernières années de sénégalais candidats à la migration. Nous avons également interrogé le personnel de l'ambassade du Sénégal au Niger pour voir comment la migration est gérée même si, faut-il le signaler, leur institution n'est fréquentée par les candidats à la migration que lorsque ces derniers sont confrontés à des difficultés.

Nous signalons au passage que cette recherche a privilégié l'exploitation de données qualitatives, même si à plusieurs niveaux, nous avons pris à témoin des données quantitatives pour illustrer nos propos. Cette option se justifie pour la simple raison que nous avons au moment de la collecte des données mises en avant les expériences personnelles de nos interlocuteurs, qu'ils soient candidats à la migration ou parents de candidats à la migration, formateurs ou enseignants, experts en migration, institutionnels, etc.

### Tambacounda : une région de départ par excellence

La région de Tambacounda occupe une position carrefour qui s'est affermie avec l'ouverture des corridors Tambacounda-Bamako, Tambacounda-Moussala et Tambacounda-Labé. Cette situation fait de Tambacounda la région la plus périphérique du Sénégal. Elle partage 325 Km de frontière avec le Mali à l'Est, 62 Km avec la Mauritanie au Nord-est et 162 Km avec la Gambie à l'Ouest.

Selon le Président du Conseil départemental de Goudiry, « *Dans le département de Goudiry, certains jeunes ne croient pas ou "plus" à la réussite en restant sur le sol sénégalais. En témoigne le nombre important de jeunes qui se sont rendus en Libye ces dernières années et ceux qui ont péri dans la Méditerranée ou disparu dans le désert* ». Il estime que « *le nombre de jeunes de Goudiry, qui ont été « avalés » par la Méditerranée et emportés par le désert, s'élève à une centaine en 2015 sans évoquer le nombre de portés disparus* ».

Selon le président de l'Association des Sénégalais rapatriés de la Libye à Goudiry, faute d'activités génératrices de revenus, ils ont toujours en tête l'idée de tenter une nouvelle aventure pour provoquer la chance.

La situation remarquée à Goudiry est sensiblement celle que l'on peut retrouver dans toute la région de Tambacounda et dans plusieurs autres régions du Sénégal à tel point qu'on devrait s'interroger s'il n'existe pas une sorte de culture migratoire qui ne cesse de prendre des proportions importantes tout en rythmant le quotidien des populations.



Selon Timothée Tabapssi (2010), « le Niger est depuis près de deux décennies un espace privilégié de mouvements de personnes en situation irrégulière, parce qu'il constitue à la fois un territoire d'accueil et de transit des migrants. En raison, d'une part, de sa situation géographique stratégique pour les migrants à destination des pays du Maghreb, notamment son ouverture au Nord sur la Libye et l'Algérie et, d'autre part, des opportunités économiques et d'emploi dans des secteurs devenus aujourd'hui importants pour l'économie du pays (secteur minier et des biens et services), des milliers de migrants en situation irrégulière en provenance de la sous-région (Mali, Ghana, Nigeria, Sierra Leone, Libéria) et des pays d'Afrique Centrale comme la République Démocratique du Congo, le Cameroun ou encore la Centrafrique y séjournent temporairement avant de poursuivre leur voyage vers l'Algérie, la Libye et le Maroc ou vers d'autres destinations menant en Europe ».

Le Niger n'est pas principalement un pays d'immigration, et la plupart des populations étrangères sur son territoire sont originaires des pays membres de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces populations dans le cadre du protocole sur la libre circulation des personnes et des biens de 1979 peuvent séjourner et circuler librement au Niger.

Selon le Protocole sur la libre circulation, le droit de résidence et d'établissement, zone CE-DEAO A/P1/5/79 et plus précisément l'Article 3 : « (1). Tout citoyen de la Communauté, désireux entrer sur le territoire de l'un quelconque des États membres sera tenu de posséder un



document de voyage et des certificats internationaux de vaccination en cours de validité (2). Tout citoyen de la Communauté, désirant séjourner dans un État membre pour une durée maximum de quatre-vingt-dix (90) jours, pourra entrer sur le territoire de cet État membre par un point d'entrée officiel sans avoir à présenter un visa. Cependant si ce citoyen se propose de prolonger son séjour au-delà des quatre-vingt-dix (90) jours, il devra, à cette fin, obtenir une autorisation délivrée par les autorités compétentes ».

Du fait du renforcement des contrôles aux frontières méditerranéennes et sahariennes, le Niger reçoit aussi sur son sol les personnes refoulées de Libye ou d'Algérie. Pour les mêmes raisons, il assiste par ailleurs à une sédentarisation du transit en divers points de son territoire.

Au Niger, une bonne partie des populations migrantes sont des individus en provenance de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale, en situation de transit entre un pays duquel ils ont souvent été contraints de partir à la recherche de conditions de vie meilleures. Le Niger et les centres de transit ne représentent pour ces migrants qu'une étape entre deux voyages.

La répartition géographique de l'origine des migrants fait état d'une importante diversité. Les pays sont ainsi classés selon l'effectif des émigrés qui y sont originaires : Sénégal, Gambie, Mali, Nigeria, Guinée Bissau, Cameroun, Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Liberia, Togo, République Centrafricaine, Bénin et République Démocratique du Congo.

Les migrants subsahariens qui transitent par le Niger présentent des profils hétérogènes. Une de leurs caractéristiques c'est qu'ils sont jeunes entre 18 et 35 ans. Une autre caractéristique des jeunes est qu'ils sont en majorité d'origine urbaine (Douala et Yaoundé pour les Camerounais ; Conakry et Bissau pour les Guinéens et Bamako et Kayes pour les Maliens) et sont scolarisés même si le niveau est relativement très faible.

Les dix premiers pays d'origine des émigrés subsahariens au Niger sont : le Nigeria ; le Mali ; le Burkina Faso ; le Benin ; la Côte d'Ivoire ; le Ghana ; le Togo ; le Sénégal ; le Tchad ; le Soudan. De ce stock d'immigrants internationaux au Niger, nombreux sont ceux qui sont en situation irrégulière. Ils peuvent être classés en deux grandes catégories : les immigrants résidents irréguliers et les immigrants irréguliers en transit.

# 1. Causes profondes de la migration

À Tambacounda, une bonne partie de ces jeunes sont en situation précaire à cause d'un manque d'emploi. Pour cette raison, le seul horizon envisageable pour gagner sa vie est de migrer. À aucun moment, une perspective de s'en sortir au Sénégal n'est évoquée par nos interlocuteurs qu'ils soient ceux rencontrés au Niger ou ceux interrogés à Tambacounda. Ils sont tous formels, partir en migration est la seule solution.

Sall, directeur d'un collège, interrogé à Tambacounda, soutient que « *la migration peut être prise comme un phénomène donnant à la fois un capital économique et un immense prestige social. Les migrants y sont considérés comme des acteurs économiques et ils ont dépassé les fonctionnaires de l'État sur ce plan. Cette importance tant sur le plan économique que social a beaucoup aiguisé le désir de partir de nombreux jeunes* ».

Seulement, il mérite d'être signalé que les causes évoquées pour justifier la migration sont aussi diverses les unes des autres mais toujours est-il qu'il y a une certaine constance à travers les propos de nos interlocuteurs aussi bien au Niger qu'à Tambacounda.

17

Ce faisant, parmi les candidats à la migration et les personnes qui se sont déjà engagées dans l'aventure et se trouvant au Niger pour rejoindre la Libye, trois typologies d'acteurs peuvent être identifiées :

- ceux qui évoquent la situation de l'élevage et de l'agriculture ;
- ceux qui se réfèrent au manque de formation et au système scolaire défaillant et
- ceux qui prennent à témoin le chômage et le manque d'opportunités.

Pour la **première typologie**, l'intensité des flux migratoires au Sénégal s'explique en partie par la faible productivité de l'agriculture qui est essentiellement pluviale et saisonnière. Elle repose, à la fois, sur des cultures de rente (arachide ou coton) et sur des cultures vivrières de Tambacounda, une bonne partie de ces jeunes sont en situation précaire à cause d'un manque d'emploi. Pour cette raison, subsistance (mil, sorgho, maïs). Par conséquent,

*« L'agriculture telle qu'elle est pratiquée ici n'occupe qu'une partie de la période de l'année, les jeunes passent tout le reste de leur temps à boire du thé, à jouer à la carte et à discuter. Cela pousse vers la drogue et la délinquance. Une jeunesse qui ne trouve pas d'occupation et qui est livrée à elle-même »* (Kane. Membre du Bureau des parents d'élèves. Tambacounda).

En outre, au Sénégal, l'offre de formation agricole est totalement inadéquate face à la demande. À cela, s'ajoute l'absence, dans le pays, de formation dans certaines spécialités. On forme plus pour l'emploi salarié que pour l'auto-emploi. Nonobstant les efforts consentis dans



le domaine de la formation agricole, l'agriculture sénégalaise n'est toujours pas performante car il y a des déficits en termes d'encadrement, de techniciens agricoles formés pour accompagner les producteurs dans une démarche agricole inclusive.

Dès lors, un interlocuteur, candidat à la migration rencontré à Niamey soutient avec désolation - pour justifier son aventure - que « *l'agriculture ne nourrit plus son homme. Elle ne garantit pas des perspectives rassurantes d'emplois aux jeunes. Avec tous ces problèmes, nous sommes nombreux à vouloir migrer* » (Guèye. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).

L'élevage constitue avec l'agriculture, une des principales activités des populations rurales, pourvoyeuses d'aliments et de revenus monétaires a connu un dynamisme au cours des dernières années, avec des performances soutenues, notamment en matière de production de viande et de lait. Il est un secteur confronté à des contraintes liées notamment à la faible valorisation des ressources pastorales du fait de la prédominance de modes d'élevage extensifs, des faibles capacités techniques et organisationnelles des différentes filières, de l'insuffisance des infrastructures et équipements pastoraux, du vol fréquent de bétail et de la faible valorisation des résultats de recherches.

Ce faisant, dans la grande majorité, les producteurs agricoles sont de petits exploitants qui cultivent la terre sur des régimes fonciers traditionnels et pratiquent des assolements traditionnels.

Il est également noté la faible valorisation des produits de l'élevage avec une insuffisance d'infrastructures et d'équipements de mise en marché des produits d'animaux, entraînant des difficultés de collecte, de transformation, de conservation et de distribution des produits d'animaux. Enfin, l'incidence des maladies animales et les limites institutionnelles dans la coordination et le pilotage du secteur constituent des freins pour son développement. Ce secteur est davantage délaissé au profit de la migration.

Au cours d'une discussion, un agent de la Mairie de Tambacounda mentionne avec insistance que « *l'élevage pratiqué par les jeunes peuls de Tambacounda se fait de manière très informelle car il n'est pas encadré et souvent il y a des vols de bétails. Les éleveurs manquent de formation pour pérenniser leurs activités* ».

En plus de cette situation, des populations sénégalaises surtout celles des régions du Sud et du Sud-Est sont victimes de vols de bétail comme nous le signale Guèye, un candidat à la migration rencontré à Niamey, en ces termes :

*« Nous sommes confrontés à des difficultés qui nous poussent à migrer. Si ce n'est pas le vol de bétails qui a fini par décourager les gens, il y a les épidémies qui déciment nos troupeaux ».*

Les acteurs de la **deuxième typologie**, pour expliquer l'intérêt croissant que des populations sénégalaises accordent à la migration, se fondent sur le manque de formation et sur le système scolaire défaillant. Dans le cadre d'un focus groupe avec des parents de candidats à la

migration, les propos soutenus font état du manque de formation professionnelle, de la non accessibilité des centres de formation ou d'une offre avec les réalités locales pour justifier leur incapacité à empêcher leur progéniture à partir en aventure.

*« C'est difficile pour un jeune de se réaliser car ici il n'y a pas de formation professionnelle pour les jeunes et les financements sont inaccessibles pour ceux qui n'ont pas de parents bien placés. Les études sont difficiles à supporter à cause des coûts financiers importants à mobiliser et la formation professionnelle de qualité est quasi inaccessible pour nos jeunes »* (Khali. Père de candidat à la migration. Tambacounda).

*« Il faut également rajouter que pour les formations offertes par l'État ou ses partenaires à Tambacounda, les jeunes n'en bénéficient pas du tout car très souvent ils n'ont pas accès à l'information ou encre les moyens pour pouvoir suivre normalement les formations offertes. Pour quelqu'un qui a du mal à subvenir à ses besoins, se déplacer à des kilomètres pour prendre part à une formation est presque irréalisable. Ce n'est pas évident ! »* (El Hadji. Père de candidat à la migration. Tambacounda).

*« Les jeunes préfèrent plutôt migrer que rester au pays pour suivre les formations qui ne collent pas aux réalités locales. Ceux qui sont chargés de former le plus les jeunes sont ceux qui pratiquent un métier sur place tels que les mouleurs, les maçons, les boulangers, etc. alors qu'on aurait pu avoir des formateurs en agriculture. Nous avons plus besoin de formation en agriculture bio en rapport avec la collecte des ordures pour améliorer la productivité. Voilà des choses qui répondent aux réalités locales »* (Amadou. Père de candidat à la migration. Tambacounda).

Ces propos nous confirment que l'absence d'une formation professionnelle crédible et soucieuse des préoccupations locales ainsi que l'accès à l'information sont, entre autres, autant de raisons qui ne permettent pas aux jeunes d'accéder plus facilement au marché de l'emploi.

La **troisième typologie** est constituée d'acteurs estimant que l'échec scolaire, le chômage et le manque d'opportunités font partie des raisons qui expliquent l'attention des populations locales à l'émigration. Selon elles, les grèves répétitives, le quantum scolaire non fait, le manque de soutien, l'exode rural, etc. sont également des facteurs qui justifient la migration.

Le système éducatif sénégalais traverse, depuis plus d'une décennie, une profonde crise dont les répercussions se font sentir sur le niveau des élèves et sur les résultats aux différents examens nationaux. Pauvreté, grèves syndicales intermittentes, volumes horaires d'enseignement non atteints, baisse du taux de réussite aux examens et concours, années académiques se chevauchant, absence de formation pratique, tels sont quelques-uns des maux qui gangrènent le système éducatif sénégalais depuis plusieurs années. Face à cette situation, nombreux sont les parents découragés qui préfèrent fermer les yeux lorsqu'un membre de leur famille opte pour le voyage que pour rester dans son pays pour continuer à être victime de la défaillance de l'école. Pour confirmer cela, un candidat à la migration rencontré à Niamey, l'adjoint au Maire de Tambacounda et un membre du bureau des parents d'élèves de Tambacounda soutiennent :



*« Une des raisons de la migration est la pauvreté chronique qui sévit dans notre localité. L'échec scolaire est la motivation première de la migration. Il pousse le jeune à l'exode rural qui aboutit forcément au voyage irrégulier ; car celui-ci cherche des cieux plus cléments pour réaliser son rêve : être riche, avec de belles réalisations et rapidement » (Kane. Membre du Bureau des parents d'élèves. Tambacounda).*

*« J'ai presque 30 ans, j'ai étudié jusqu'en classe de troisième et je n'ai jamais bénéficié d'une formation pratique. Je n'ai aucun métier et je suis le produit de l'enseignement général qui ne m'a rien servi. C'est la raison pour laquelle je suis à Niamey avec l'espoir de me rendre en Europe quel que soit le prix à payer » (Kande. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).*

*« Dans plusieurs localités de la région de Tambacounda, après le BFEM tout devient compliquer pour de nombreux élèves. Dans certaines localités, il n'y a pas de lycée encore moins de formation. Des élèves sont obligés d'aller ailleurs – loin de chez eux – pour poursuivre leurs études. À mon avis, il ne faut pas juste décentraliser les institutions politiques, il faut également décentraliser les institutions de formation pour mettre en valeur les investissements de l'État et des bailleurs pour les jeunes. Aujourd'hui, nous voulons dans le monde rural un enseignement professionnel adéquat qui répond à nos besoins. Car l'enseignement général amplifie le chômage et encourage forcément par ricochet l'exode et l'immigration irrégulière » (Gassama. Adjoint au Maire. Tambacounda).*

L'Adjoint au Maire de Tambacounda souligne que l'abandon scolaire est parfois relatif à l'impossibilité pour certains jeunes de trouver un tuteur en ville ou autre lieu ayant un lycée dans le but de continuer leurs études. Une telle situation montre l'échec d'une politique d'éducation sénégalaise à savoir « *une éducation pour tous* ».

Depuis la rencontre de Jomtien en 1990, les États se sont engagés à offrir à tous les enfants une éducation de qualité. À l'instar de la communauté internationale, le Sénégal a décidé de mettre en œuvre cette initiative ambitieuse qu'est « l'Éducation pour tous » (EPT) à l'horizon 2015.

Un tel échec politique a occasionné une oisiveté aiguë au niveau des populations juvéniles de Tambacounda. Cela est confirmé par Ndiaye, un candidat à la migration rencontré à Niamey « *il n'y a pas assez d'opportunités offertes aux jeunes (...) à part l'hivernage il n'y a que le foot, le thé ou la musique* ».

Au Sénégal, à plusieurs occasions des structures syndicales locales signalent que les programmes scolaires sont peu articulés et adaptés aux réalités économiques, sociales et culturelles nationales et locales. En outre, il y a souvent une rupture entre, d'un côté, l'acquisition des savoirs, et de l'autre côté, des savoir-faire et savoir-être. Ceci a pour conséquences l'inadaptation des programmes et un chômage élevé des jeunes instruits, des diplômés en particulier. Ainsi, l'école est peu attractive et affaiblit sa capacité de rétention de rétention des enfants issus des couches sociales populaires analphabètes et pauvres. C'est dans cet esprit

que le discours populaire sénégalais, en langue wolof, cautionne "*Ame chance mo geune ame licence* » ("*Avoir de la chance est mieux qu'avoir une licence*").



## 2. Migrer : une nécessité !

En termes d'activités professionnelles, la quasi-totalité des migrants de retour interrogés à Tambacounda nous confirment qu'ils travaillaient dans divers domaines avant de se rendre à l'étranger. En moyenne, toutes régions confondues, 50% des migrants – *avant leur voyage* - exerçaient dans l'agriculture, 25% dans l'élevage, 7% pratiquaient le commerce, 2% dans l'hôtellerie et la restauration et 5% dans le domaine du transport. Il faut préciser que 22% de ces migrants de retour sont instruits dont environ 7% avec le niveau de baccalauréat ou plus.

Plusieurs raisons expliquent alors pourquoi ces migrants de retour qui s'exerçaient dans un domaine d'activité, à savoir, l'agriculture, l'élevage, le commerce, le transport, pour ne citer que ces secteurs, ont décidé d'abandonner leurs activités professionnelles d'alors au profit de la migration. La majeure partie des migrants de retour évoque soit des contraintes liées au manque de financement (28%), soit l'impossibilité de pouvoir faire une épargne (24 %), ou encore des conditions de travail difficile (18 %).

Le manque de financement, l'impossibilité de faire une épargne et le travail difficile constituent les raisons principales de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration à Tambacounda (75%).

Pour la majorité des jeunes non-diplômés, qu'ils soient au chômage ou apprentis, la migration apparaît comme une nécessité économique. Migrer est plutôt une stratégie de survie dans un environnement marqué par la pauvreté et le chômage. En effet, selon les dernières données de la Banque Mondiale, le taux de chômage est de 11 % au Sénégal et c'est surtout celui des jeunes qui est très important avec 10,3 % des 15-19 ans, 19,5 % des 20-24 ans et 17,5 % des 25-29 ans qui sont concernés par le phénomène. C'est cette population qui vient grossir le rang des migrants. Cependant, parmi les enquêtés, même ceux en apprentissage et qui ont donc des espoirs d'insertion dans l'emploi, ont le projet de partir. Le chômage n'est donc pas suffisant pour expliquer le phénomène. Il faut également prendre en compte la grande pauvreté des familles.

Le contexte de crise socio-économique du Sénégal est à prendre en compte pour analyser en profondeur les flux migratoires. Dans les années 1970, on assiste à une crise de la production agricole qui projette les 70 % de Sénégalais issus de familles agricole dans un processus d'appauvrissement.

À cela s'ajoutent, dans les années 1980 et 1990, les Plans d'Ajustements Structurels avec leurs effets dévastateurs sur les conditions de vie des populations. L'exode rural est très important et vient alors gonfler les chiffres du chômage urbain. Que ce soit en campagne ou en ville, beaucoup de familles optent pour la migration, véritable stratégie individuelle, familiale et communautaire de réduction des risques économiques et d'accès à l'emploi.

Cette réalité se manifeste dans les discours et marque les esprits comme nous l'ont décrit des sénégalais candidats à la migration et rencontrés à Niamey.

*« Il y a l'influence des camarades sur les autres et qui poussent ces derniers à tenter le voyage. Souvent, nos amis nous disent que l'école ou la formation professionnelle est une perte de temps (...) la meilleure solution est de migrer car la finalité est de gagner de l'argent »* (Sadikh. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).

L'image de la migration en Europe comme seule solution est également présente chez les étudiants, de façon un peu moins marquée mais quand même ancrée dans les mentalités. Le système éducatif européen, et notamment français, est présenté comme l'antithèse d'un système universitaire sénégalais défaillant. Pour bien réussir ses études et également pour s'insérer de façon correcte dans le marché du travail, la meilleure voie reste celle d'étudier à l'étranger.

*« Je pense qu'il faut que je parte en Europe pour avoir de quoi gagner ma vie »* (Kalidou. 23 ans. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).

*« C'est dommage, mais il est plus facile de trouver un travail au Sénégal si tu as fait des études en France que si tu as ton diplôme au Sénégal »* (Sall. 31 ans. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).

23

Quant à la volonté d'aider la famille restée, l'entourage plus large ou le pays dans son ensemble, elle est présente de façon quasi-unanime chez tous les enquêtés, que ce soit les jeunes au chômage, en apprentissage, ou étudiant, etc.

*« Je veux me rendre en Europe parce que je trouve que c'est là-bas que je trouverai les moyens nécessaires pour aider ma famille, de sortir de cette situation de crise quotidienne »* (Mballo. 27 ans. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).

*« Si je gagne de l'argent, je pourrai en donner aux membres de ma famille. Je suis issu d'une famille très pauvre et pour cette raison, je n'ai pas droit à l'échec et rien qu'en pensant cela je suis davantage motivé malgré toutes les difficultés rencontrées »* (Samba. 18 ans. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).

Ces témoignages confirment que la migration, certes matérialisée par une personne, est l'affaire de la famille et par extension de la communauté car le souhait de rendre heureux les membres de ceux-ci est souvent évoqué par les migrants. Cela est d'autant vrai que, pour les migrants, parmi les indicateurs de réussite, on peut citer le fait de déconstruire un habitat pour ses parents et leur offrir le voyage à la Mecque.

Les résultats de nos enquêtes nous apprennent que des personnes interrogées à Tambacounda ont choisi de partir à l'aventure à la suite d'influences faites par d'autres acteurs sur elles sans forcément que ces derniers n'aient une expérience du voyage. La parole donnée



est largement suffisante pour les faire confiance. Cela renvoie à la valeur accordée au verbe dans la société sénégalaise et surtout celui venant d'une personne connue.

Sur un effectif de 325 personnes interrogées à Tambacounda, 141 reconnaissant avoir des amis migrants et que leurs discussions avec ceux-ci tournent autour de « *comment trouver le billet de voyage ou le visa et les opportunités d'emploi dans le pays de résidence des amis* ». En outre, les informations collectées nous renseignent que les candidats à la migration effectuent des choix raisonnés au moment de la préparation de leurs voyages et ils préfèrent se renseigner autour d'eux. C'est ainsi que 71 personnes interrogées nous apprennent qu'elles ont eu l'envie de voyager sous l'influence d'amis migrants.

La réussite du migrant passe souvent par des difficultés comment l'attestent les propos de notre interlocuteur, un émigré sénégalais rencontré à Niamey qui dénonce le manque de respect aux droits humains dans certains pays malgré les accords qui les lient avec le Sénégal.

*« Je suis né à Rufisque où j'ai travaillé durant plusieurs années comme ferrailleur. J'ai choisi de migrer par ce que je voulais gagner plus et surtout faire comme tout le monde. Je suis au Niger avec l'espoir de rejoindre d'autres destinations. Le voyage n'a pas été facile pour venir au Niger car en cours de routes des policiers nous ont pris de l'argent sous prétexte que nous devons payer des taxes alors que ce n'est pas normal de faire une telle pratique dans l'espace CEDEAO. Je ne comprends plus rien par ce que le Sénégal accepte tous les africains qui souhaitent s'y rendre alors que nous dès qu'on sorte de notre pays on nous frappe et parfois on nous met en prison. Les présidents africains doivent régler cela. Ce n'est pas normal qu'en voyageant en Afrique, on nous frappe et on nous prend notre argent. Avec tous ces problèmes, je souhaite me rendre en Angleterre ou en Guinée Équatoriale où semble-t-il c'est possible de trouver du travail. Actuellement, je fais de petits boulots et avec ce que je gagne je compte me rendre dans un de ces pays. Je pense que l'idéal est de me rendre d'abord en Guinée équatoriale où je compte exploiter mes compétences de ferrailleur pour gagner assez d'argent et pouvoir me rendre en Angleterre»* (Mor. Homme. 33 ans. Wolof. Émigré sénégalais. Niamey).

Il faut mentionner que contrairement aux idées reçues, au Sénégal, au cours des dernières années, nous avons des candidats à la migration et des migrants d'un niveau scolaire et professionnel soutenus qui confirme leur capacité de réfléchir sur leurs conditions mais également sur leurs droits de ceux-ci.

### 3. Entre influences de parents et efficacité des réseaux sociaux

Plus que par les discours, les migrants déjà installés en Europe, incitent les candidats au voyage à partir puisqu'ils constituent un point de chute, une ressource sur laquelle on peut compter. L'effet d'entraînement est psychologique mais aussi matériel. C'est pourquoi on peut décrire l'émigration sénégalaise en Europe comme un système. Connaître des gens sur place non seulement incite mais facilite le départ.

De plus, au Sénégal de nombreuses familles incitent des jeunes à partir en aventure comme nous le confirme Ndiaye, un migrant de retour : « *Ma mère me poussait à migrer mais elle me le faisait savoir de manière indirecte. À chaque fois, elle évoquait devant mes frères et moi les enfants de ses amies qui se trouvaient à l'étranger et qui avaient réalisé pas mal de choses à leurs parents. J'ai fini par comprendre qu'elle s'adressait à moi mais indirectement* ».

Avec l'extension de la misère de nombreux jeunes flattés par des parents ou mis en défi par des amis tentent de se rendre en Europe considérée comme un Eldorado. À cela, s'ajoute un commerce des illusions devenu une activité qui prend des dimensions dramatiques avec des réseaux structurés qui se sont formés dans les zones de départ, de transit et de destination pour faire passer irrégulièrement des clandestins. Ces réseaux sont devenus plus organisés et plus prospères à Niamey et à Agadez où ils assurent leurs services à des tarifs élevés.

L'incubation du projet de migrer est souvent enclenchée sous l'effet d'autres facteurs d'attraction qui provoquent un effet d'entraînement qui assure le passage du stade latent à celui de la concrétisation de l'acte de migrer. L'image de la réussite sociale qu'affiche l'émigré de retour au pays pendant ses vacances annuelles et ses récits enflammés par une dose de mythomanie confortent l'idée qu'on se fait de cet "eldorado" largement médiatisé par la télévision.

Cela a été surtout rendu possible par le fait qu'au niveau du système des représentations locales des phototypes sont évoqués lorsqu'il est question de parler de la migration. Le voyage n'est pas simplement synonyme d'acquisition d'un travail stable mais il symbolise la voie à entreprendre pour faire fortune et acquérir aux yeux de ses pairs un prestige social.

Les réseaux sociaux constituent un canal performant pour la conversation permanente entre migrants et candidats à la migration. Ils permettent à la fois d'envoyer et de recevoir des messages vocaux et des appels vidéos. Au-delà de leur performance, on peut soutenir l'efficacité des réseaux sociaux. Des migrants sénégalais interrogés à Niamey nous confirment cela en ces termes :

« *Les réseaux sociaux nous facilitent le rapprochement avec nos amis qui sont à l'étranger ; pour cette raison il est quasi impossible de me passer de WhatsApp. Tu*



*peux faire à la fois des messages vocaux et des appels vidéos. Aussi bien par WhatsApp que par Facebook, mes amis me rapportent ce qu'ils vivent à l'étranger »* (Ablaye. Migrant Sénégalais rencontré à Niamey).

*« Je me suis lancé dans la migration à force de voir les posts de mon ami sur sa page Facebook. Avec ces posts, personne ne pouvait imaginer que les migrants souffrent »* (Cheikh. Migrant Sénégalais rencontré à Niamey).

Un groupe de candidats à la migration est constitué de personnes qui soutiennent que "*partir est synonyme de réussite ou au moins de changement plus rapide*". C'est le cas de Kalidou qui évoque des *success stories* pour faire l'éloge de la migration et l'apologie des migrants :

*« Je vois que la plupart des gens qui ont beaucoup d'argent au Sénégal ils ne l'ont pas eu en étant avant des migrants. Ils sont tous partis à l'étranger ! Certes, ils ont connu des moments difficiles mais maintenant ils vivent ainsi que leurs familles dans de très bonnes conditions »* (Kalidou. Migrant Sénégalais rencontré à Niamey).

## 4. Du Sénégal à la Libye : de dures conditions du voyage

Le transport par voie terrestre suit tout un circuit ainsi décrit par un migrant de retour ayant fait le trajet par voie terrestre : Tambacounda- Bamako, Bamako-Niamey, Niamey-Agades, Agades-Saba, Saba-Tripoli. Mais en réalité, les bus qui assurent le transport à partir de Tambacounda viendraient de la Gare des Beaux Maraîchers (Dakar) et prendraient des passagers dans chaque région traversée jusqu'à Tambacounda où une escale de quelques heures est observée le temps de permettre aux passagers de se reposer, de se nourrir et à ceux de Tambacounda de s'embarquer.

27

Au Sénégal, pour de nombreux candidats à la migration, le passage par le Niger et la Libye est devenu fondamental pour rejoindre l'Europe depuis que le FRONTEX<sup>5</sup> a sécurisé la côte atlantique. Au cours d'une conférence de presse, le secrétaire exécutif du FRONTEX, Fabrice Leggeri, a fait le bilan de l'année 2017 sur la situation migratoire. Ainsi la lutte contre la migration irrégulière du Frontex a permis d'intercepter 6.000 migrants sénégalais en 2017 et 10.000 en 2016. Le secrétaire exécutif du FRONTEX a tenu à préciser que les subsahariens sont les plus représentés dans la migration irrégulière, avec une forte présence de Gambiens, de Nigériens et d'Ivoiriens.<sup>6</sup>

À titre de rappel, en 2006 sur demande espagnole, le FRONTEX a mis en place un dispositif de contrôle de la migration irrégulière au large du Sénégal et de la Mauritanie. La présence au Sénégal d'une structure perçue comme étant "*le moteur de l'intensification du système répressif du contrôle des migrations*" a poussé les candidats à la migration à se retourner se tourner vers le Niger pour rejoindre l'Europe.

<sup>5</sup> Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a été créée en 2004 pour aider les États membres de l'UE et les pays associés à l'espace Schengen à protéger les frontières extérieures de l'espace de libre circulation de l'UE. En tant qu'agence de l'UE, Frontex est financée par le budget de l'UE ainsi que par des contributions des pays associés à l'espace Schengen. En 2016, l'Agence a vu son mandat élargi et renforcé pour devenir l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Outre le contrôle des migrations, elle s'est vu attribuer un rôle de gestion des frontières et une responsabilité accrue dans la lutte contre la criminalité transfrontalière. Frontex est désormais reconnue comme étant l'une des pierres angulaires de l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'UE. De même, les opérations de recherche et de sauvetage ont été officiellement intégrées à son mandat chaque fois que des situations de ce type surviennent dans le cadre de la surveillance des frontières maritimes.

Frontex est une agence opérationnelle qui compte plus de 1 500 agents provenant de divers États membres et pouvant être déployés dans toute l'UE à tout instant. Afin d'améliorer sa capacité à surveiller les contextes nouveaux ou évoluant rapidement, le centre de situation de Frontex, qui est chargé de la surveillance des frontières extérieures, est désormais opérationnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

<sup>6</sup> <https://www.senenews.com> - 14 mars 2018.



*« Je suis passé par le Niger puis par la Libye pour rejoindre l'Italie par un bateau de fortune. C'était très dur comme itinéraire mais je n'avais pas le choix ! Il y avait tout au long du voyage des risques. Au Niger, il m'arrivait l'idée de vouloir retourner au Sénégal mais de l'autre côté j'étais très déterminé à réussir le voyage car je me disais d'autres l'ont réussi pourquoi pas moi. Je me disais également peu importe les risques encourus, je dois continuer le voyage. On avait des problèmes pour dormir et pour manger. Certains de mes compagnons de voyage étaient malades durant tout le trajet. Je n'oublierai jamais ce voyage surtout à cause des nombreuses difficultés connues » (Saer. 35 ans. Migrant de retour ayant passé par le Niger).*

Le voyage par voie terrestre a un coût financier important à cause d'escales à faire et de différents moyens de locomotion à prendre : des bus, des Pick Up 4X4 Toyota Hilux appelé également « 4X4 Taliban », des "dirous" (Dix roues), etc.

*« Pour le voyage par voie terrestre, nous prenons le bus à partir de Tambacounda (...) celui-ci passe par Diboli, Bamako au Mali, puis par Ouagadougou au Burkina Faso avant de rejoindre Niamey au Niger. À partir de Niamey, il faut changer de bus pour se rendre à Agadez et de là-bas, le voyage se fait pas des 4X4 Toyota Hilux pour se rendre en Libye. De Tambacounda à Agadez, le transport peut coûter entre 75 000 et 100.000 FCFA car il faut prévoir des dépenses extra à faire en cours de route. Assez souvent, des policiers ou gendarmes nous demandent de payer des taxes pour poursuivre le voyage. Nous sommes obligés de les payer sinon ils nous empêchent de reprendre le bus. De Agadez à Lybie, le voyage peut nous coûter 200.000 FCFA si on prend les 4X4 Toyota Hilux. Il y a une autre option, c'est le voyage par les "dirous" (Dix roues) qui sont de grands camions. Pour ceux-ci, il faut déboursier entre 100.000 et 125.000 FCFA mais maintenant avec les contrôles et les nouvelles pistes il est plus prudent de ne pas prendre les "dirous". Le plus cher du voyage c'est le trajet entre la Libye et l'Europe. Il faut casquer presque 600.000 FCFA ou même plus » (M. 30 ans. Emigré rapatrié. Tambacounda).*

Pour une bonne partie des personnes interrogées, il nous a été rapporté que des pères ou mères de familles assurent le financement du voyage des candidats à la migration en vendant leurs biens personnels ou des patrimoines familiaux.

*« Pour le voyage, la plupart des migrants financent eux-mêmes leur propre argent. Mais parfois nous voyons des pères ou mères de familles qui vendent leurs biens pour permettre à leurs enfants de partir » (Chef de projet sur la migration. ONG La Lumière. Tambacounda).*

Toutefois, il a été constaté que d'autres candidats à la migration ont financé seuls leurs voyage grâce à de petits boulots faits au Sénégal ou en route, dans un pays de transit.

*« J'avais fait un champ et après les récoltes j'ai vendu ma production et quelques bétails pour payer mon billet. Ce qui m'a le plus poussé à partir c'est le manque d'emploi au pays et la mauvaise récolte qui ne cessait de se répéter. En plus le contexte*

*économique à changer dans notre localité. Les besoins ont augmenté avec l'âge, la famille et pauvre et on est en âge de se marier et de bâtir un foyer. L'hivernage ne marche plus et les pluies sont de plus en plus rares. L'emploi est inexistant dans notre localité. On reste toute la saison sèche sans activités. Le seul travail qu'on peut trouver est le métier de manœuvre ou de docker à Dakar, Kaolack ou Thiès. On s'abaisse et travaille parfois comme domestique pour des particuliers avec des salaires dérisoires. La seule opportunité qui s'est présentée à moi est de migrer car je ne pouvais pas continuer à être la risée des gens. Voilà ! Il y a également pas mal de jeunes qui font le commerce ambulante pour mobiliser un peu d'argent pour payer leur voyage. Personne ne le fera à leur place car ils sont issus de familles pauvres. Je connais de nombreux jeunes qui sont avec moi ici et qui étaient des marchands ambulants au Sénégal. Le fait d'avoir choisi de partir est une manière de nous révolter et de refuser la situation à laquelle nous vivons » (Ba. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).*

Au Niger, certains migrants sénégalais témoignent avoir effectué de petits emplois journaliers notamment en tant qu'ouvrier ou petit artisan. En Lybie, certains migrants sénégalais soutiennent avoir travaillé comme des dockers au niveau des ports de Tripoli ou de Misratah lorsque d'autres disent avoir travaillé dans le secteur du bâtiment comme des maçons, soudeurs, peintres en bâtiment, carreleurs, etc. Peu d'entre eux travaillaient dans les petits commerces, une activité qui n'attirait pas car ils avaient peur d'être exposés au grand public.

29

Leurs séjours, au Niger (Niamey et Agadez) ou en Lybie, ne se réalisaient pas sans difficultés. Au cours d'entretiens, des migrants sénégalais témoignent avoir connu des anicroches du fait de leur statut d'étranger: abus physiques / violences, abus psychologiques, insultes, abus sexuel / attouchements, menaces personnelles et de proches, interdiction de déplacements, traitement médical refusé, privation de nourriture, etc.

Ces migrants rencontrent des difficultés au cours du voyage car ils circulent sans aucun document d'identification. Si certains nous affirment avoir perdu ce document de voyage, d'autres, pour la simple raison de vouloir brouiller les pistes pour ne pas être rapatriés au pays d'origine, préfèrent se débarrasser de leur carte nationale d'identité ou de leur passeport. Une situation souvent regrettable lorsqu'il est question de retirer de l'argent envoyé par des proches pour les aider à continuer la route ou à rebrousser chemin.

*« Une fois arrivé au Niger, en Lybie ou en cours de route, le candidat à la migration récupère son argent ou bien un intermédiaire le fait à sa place à partir de son numéro d'Orange Money. Au Niger, c'est souvent un rabatteur qui se charge de récupérer l'argent à la place du candidat à la migration car celui-ci voyage sans ses pièces d'identité » (Moussa. Migrant rapatrié. Tambacounda).*



## 5. Entre souffrances physiques et chocs psychiques

Au Sénégal, à travers les médias, il est souvent relaté que des candidats à la migration connaissent toutes sortes de difficultés – au cours de leur pérégrination - mais assez rarement celles-ci sont décrites en détails. Les séjours effectués à Niamey et à Agadez par des membres de notre équipe nous ont permis de constater les difficultés et surtout de mesurer les souffrances physiques dont peinent des candidats à la migration.

Un responsable du dahira Serigne Touba de Niamey nous précise que des candidats à la migration ne pouvaient pas échapper aux difficultés à cause de leur ignorance et de la mauvaise foi de certains transporteurs.

*« Il y a des aventuriers qui ne connaissent rien de la vie à part l'agriculture et l'élevage qu'ils pratiquaient au Sénégal. Ils sont souvent originaires de Kolda, Sédhiou, de Kédougou ou de Tambacounda. Ce sont des gens qui naturellement sont naïfs et gobent facilement tout ce qu'on les raconte. Ils prennent des bus à partir de Kolda, Sédhiou, Kédougou ou Tambacounda et une fois au Mali on les met dans d'autres bus qui les amène jusqu'au Burkina Faso et souvent des chauffeurs de mauvaise foi les abandonnent en cours de route en leur disant qu'ils sont à deux pas de la Libye. Ils sont souvent abandonnés en pleine brousse. La plupart de ces aventuriers ne parlent que le peul et n'ont jamais voyagé même à l'intérieur du Sénégal » (Responsable du dahira Serigne Touba. Niamey).*

Ils sont nombreux les candidats à la migration à témoigner être victimes de tracasseries avec des agents de la police ou de la gendarmerie qui, selon leurs propos, les réclamaient des fonds et biens, une condition pour les laisser passer. Deux sénégalais, un candidat à la migration et un migrant de retour nous confirment ces faits au cours de nos discussions avec eux.

*« C'était trop difficile ! Trop difficile ! (Silence) On était dans un bus et on a fait des jours de route avant de rejoindre le Niger. Durant tout le parcours nous avons connu des tracasseries avec des policiers ou des gendarmes. Au Mali et pire au Niger, ils nous requêtaient. Rien nous a été laissé : argent, téléphone, montres, etc. Avant d'arriver à Niamey, il ne me restait plus beaucoup d'argent » (Saer. 35 ans. Migrant de retour ayant passé par le Niger).*

*« Les difficultés ont commencé dès le début de notre départ. Déjà à la sortie du territoire sénégalais pour nous rendre au Mali, nous avons connu des anomalies avec le bus dans lequel je me suis embarqué. Une chose assez rare parce que ce sont de très bons bus et la sécurité est souvent garantie. Les vrais problèmes, je les ai connus entre le Burkina Faso et le Niger. Ah là-bas, les policiers ne ratent pas les migrants. Ils nous*

*demandaient toutes sortes de papiers avant de nous laisser partir. En plus, ils nous réclamaient de l'argent ! 5.000, 10.000, 15.000 FCFA, etc. Ils nous faisaient tous descendre des voitures et ils demandaient de remonter un par un. Nos affaires étaient fouillées. Les gens profitent de la question de la sécurité ou tout simplement du terrorisme pour rendre la vie des migrants difficile. Toutes sortes de questions nous étaient posées ! » (Fall, 38 ans. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).*

Un expert nigérien en migration nous confirme que « *quand c'est un Sénégalais, un Ivoirien ou un Malien qui va en Agadez, les policiers les exigent de payer des sommes d'argent qui ne sont inscrites nulle part. Souvent, des policiers et gendarmes exigent à ces pauvres migrants de payer entre 10 et 20.000 FCFA pour passer. Tout dépend de la tête du client !* » (Chercheur. Niamey).

Les difficultés auxquelles les migrants et candidats à la migration sont confrontés peuvent parfois venir des chauffeurs qui sont de connivence avec d'autres acteurs évoluant dans le transport.

*« Il y a une sorte de complicité entre des chauffeurs de bus et des conducteurs de motos. Des chauffeurs font tout pour identifier les passagers étrangers qui n'ont pas de pièce d'identité. Ils les font descendre de leurs bus pour les confier à des conducteurs de motos. Avec ces motos, les passagers étrangers traversent la frontière sans passer aux postes de contrôle. Et quand les bus dépassent les policiers, les conducteurs de motos ramènent les passagers étrangers et les chauffeurs exigent de l'argent avant de les reprendre. Avec ces pratiques, des passagers étrangers se retrouvent les poches presque vides » (Sarr, Migrant Sénégalais rencontré à Agadez).*

Ces difficultés causées par des forces de sécurité sont en contradiction avec les règles de la CEDEAO et de l'UEMOA. Pour cette dernière, les ressortissants d'un État membre bénéficient sur l'ensemble du territoire de l'Union de la liberté de circulation et de résidence qui implique le droit de se déplacer et de séjourner sur le territoire de l'ensemble des États membres (Article 4 du traité de l'UEMOA de 1994).

S'agissant de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'intégration sous régionale entamée en 1975 par celle-ci a abouti en 1979 à l'avènement d'une zone de libre circulation des personnes bien avant l'espace Schengen européen. Dès sa création le 25 mai 1975, la volonté de faire de la CEDEAO un espace de libre mobilité, avait été clairement exprimée par l'évocation dans l'article 2 de son traité constitutif de la nécessité de « la suppression entre les États membres de tous les obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux ».<sup>7</sup> Le protocole du 29 mai 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement signé à Dakar au Sénégal a scellé encore plus la volonté des États ouest-africains d'assurer véritablement une libre circulation de leurs citoyens dans cet espace. Il stipule également dans son article 2 :

<sup>7</sup> Traité de la CEDEAO 1975



*« Les citoyens de la communauté ont le droit d'entrer, de résider et de s'établir sur le territoire des États membres ».*<sup>8</sup>

L'interprétation de cet article donne droit à toute personne pouvant se prévaloir de la nationalité d'un pays membre de la CEDEAO, d'accéder au territoire d'un autre État sans visa d'entrée ou de sortie et sans devoir payer une quelconque somme d'argent. Dans les faits, comme on le verra, les entorses à ce protocole sont nombreuses au sein des pays ouest-africains et aux postes de frontières des États.

L'article 3 dudit protocole refreine, cependant, les ardeurs à une libre circulation totale en exigeant aux citoyens de la communauté désirant entrer dans un autre État la possession d'un document de voyage et de certificats internationaux de vaccination en cours de validité.<sup>9</sup> Une précision a été apportée par la suite spécifiant comme document de voyage une pièce sur lequel devrait figurer l'identité, la photo du voyageur et sur laquelle il doit être possible de mettre les cachets d'entrée et de sortie du territoire apposés par les services d'immigration.

Outre les difficultés pour circuler librement, des Sénégalais candidats à la migration connaissent toutes sortes de difficultés pouvant parfois entraîner des pertes humaines. Un responsable du dahira<sup>10</sup> Serigne Touba de Niamey nous apprend quelques-unes des récursives obstructions.

*« On ne saura jamais combien sont les Sénégalais morts dans le désert entre le Niger et la Lybie. Ceux qui sont morts dans le désert sont de loin plus nombreux que ceux qui sont morts dans la mer méditerranéenne. Au dahira, nous étions presque dépassés car tous les jours nous étions sollicités. J'ai fait hospitaliser beaucoup de jeunes sénégalais à Niamey. Je passais des nuits à l'hôpital pour veiller sur eux. Je ne peux pas vous dire combien ils étaient ! Tous les jours on nous ramenait au dahira les affaires de jeunes sénégalais morts en route. Dans ma voiture, jusqu'à présent il y a encore un passeport d'un certain L\*. Quand on fait les recherches, trouver les parents est une tâche difficile. Le dernier aventurier sénégalais à qui nous avons retrouvé est originaire de la région de Tambacounda. Ce sont des Maliens qui nous l'ont amené au dahira. Il voulait se rendre en Libye. Il a été retrouvé dans la rue, allongé par terre. J'étais très inquiet le jour où il a été amené au dahira. Je l'ai aussitôt amené à la clinique pour être soigné. Après quelques jours, il se sentait un peu bien et je l'ai gardé à la maison pour suivre ses traitements. Quand il s'est rétabli, je lui ai demandé s'il avait de l'argent. Il a dit non. Mais les Maliens m'avaient dit qu'il avait de l'argent qu'il a mis quelque part dans ses affaires. J'ai cherché partout dans ses affaires mais je n'avais rien trouvé. Finalement, j'ai trouvé dans ses affaires 100 \$US. Le gars ne parlait pas wolof. Il ne comprenait que le peul quand j'ai appelé des jeunes peuls pour venir lui parler. Après lui avoir changé son argent, il a voulu partir avec un des jeunes qui étaient venus lui parler mais je lui ai demandé de rester encore avec nous le temps de se rétablir*

---

<sup>8</sup> Protocole sur la libre circulation, le droit de résidence et d'établissement de 1979, Dakar.

<sup>9</sup> Article 3 du protocole de 1979.

<sup>10</sup> Le dahira est une association qui regroupe les disciples mourides soit sur la base des allégeances maraboutiques particulières, soit sur la base du lieu où ils se trouvent ou de l'activité professionnelle.

*complètement mais il a insisté. Je l'ai finalement laissé partir parce que c'était sa volonté. Mais quand ils ont quitté Niamey pour rentrer au Sénégal, ses compagnons m'ont appelé pour me dire qu'il est finalement mort en cours de route. Un jour, une autorité nigérienne est venue au dahira et elle m'a montré sur son portable des personnes retrouvées mortes dans le désert. J'ai vu des tas de personnes mortes. J'ai pu constater que certaines d'entre elles portaient des habits qu'on a l'habitude de voir au Sénégal. Elle m'a également dit qu'elle a retrouvé dans le désert des survivants originaires de Kolda et de Tambacounda. Je ne doute pas de ses propos car une grande partie des aventuriers sont originaires de ces régions » (Un responsable du dahira Serigne Touba. Niamey).*

À Niamey, le mouvement associatif confrérique a joué un rôle important dans l'assistance des candidats à la migration. Mourides et Tidiane, à travers le dahira accueille des "aventuriers" avec ou sans condition selon la structure comme nous le font remarquer leurs responsables.

*« Les personnes accueillies ne payent rien. On ne les demande rien. Elles viennent au dahira pour manger, dormir ou se laver gratuitement. Nous accueillons des Gambiens, des Guinéens, des Maliens et bien d'autres nationalités. Mais les Sénégalais sont les plus nombreux parmi nos hôtes. Seulement, nous n'accueillons pas les gens n'importe comment ; il y a des règles à respecter. Lorsque nous accueillons un visiteur, la première chose est de récupérer sa carte d'identité qui lui sera restituée au moment de son départ. Ensuite, au moment de l'accueil, nous précisons bien au visiteur qu'il a un délai de séjour au dahira mais cela ne veut pas dire que nous la faisons sortir une fois le délai épuisé. Seulement en entrant au dahira, nous disons clairement à la personne accueillie qu'elle peut rester au dahira durant une période d'un mois le temps de trouver un emploi stable. Mais il arrive que des gens accueillis continuent à fréquenter le dahira même après avoir trouvé un travail » (Responsable du dahira Serigne Touba. Niamey).*

*« Au dahira tidiane, nous accueillons tout le monde. Il y a toutes les nationalités qui viennent au dahira. On n'a jamais fixé de durée de séjour à nos visiteurs. On n'a jamais demandé à nos hôtes de payer l'électricité ou le loyer. Je m'occupe de toutes ces dépenses (...) Avec la loi sur la migration adoptée par le Niger, on ne reçoit plus aucun visiteur, pas même un sénégalais à plus forte raison une autre nationalité. Pour cette raison la maison est devenue complètement vide (...) c'est un choix par respect aux règlements du pays » (Responsable du dahira Tidiane. Niamey).*

À cet effet, le dahira mouride qui existe dans ce pays depuis les années 60 s'est illustré grâce au soutien apporté aux migrants qui ne sont pas exclusivement des musulmans ou sénégalais. Une telle posture répond au principe du dahira. Serigne Cheikh Mbacké Gaïndé Fatma (premier Khalife de Darou Khoudoss) dans son projet d'institutionnalisation des dahiras mourides proposa un statut en ces termes :

*« Avec le dahira, des hommes et des femmes mourides se constituent socialement, s'entraident ! Chaque membre se préoccupe des besoins de son prochain. Ils se rencontrent et se parlent pour tout savoir de Dieu. Ils organisent des rencontres mensuelles ou hebdomadaires pour renforcer leur foi. Ils profitent des cérémonies*



*religieuses organisées comme le Gamou<sup>11</sup> et le Magal<sup>12</sup> pour parler des sujets d'actualité comme la migration et l'arrivée massive des jeunes sénégalais au Niger. Éviter catégoriquement que les jeunes se mêlent à d'autres pratiques contraires à l'islam ».*

Par conséquent, le dahira dans son fonctionnement prône la compréhension, la tolérance, la solidarité agissante dans tous les domaines de la vie (travail, logement, assistance légale, problème quotidiens etc.). Ainsi, il est un véritable cadre d'épanouissement spirituel et temporel.

Le principe de solidarité qui structure le dahira a permis à ce dernier de jouer un rôle fondamental au même titre que les autorités consulaires sénégalaises à Niamey. Celles-ci, dans leur mission, ont également accueilli des candidats à la migration en situation de détresse.

*« Il y a tellement de choses non dites avec la question des migrations. Le cas des folies, on en parle presque pas alors qu'ils sont nombreux. Les gens n'en parlent pas du tout. Le dernier cas est celui d'un jeune qui était complètement fou. Il passait la nuit au marché devant mon atelier. Il y avait un autre, un certain F\*. Lui aussi, il passait la nuit devant mon atelier. Il disait que pour rentrer au Sénégal, il ne va prendre de bus, il va plutôt marcher. J'essayais toujours de lui parler. Je lui avais offert des habits parce qu'à un moment, il était devenu très sale. Il avait souvent une guitare avec lui. Une guitare qu'il a confectionnée lui-même. J'ai réussi à le convaincre pour qu'il rentre et un jour nous étions ensemble à la gare de 21 heures à 3 heures du matin. Je l'ai mis dans le bus qui partait à Dakar et j'ai remis au chauffeur mes contacts et ceux de ces parents. Trois semaines après son retour, son grand-frère m'a appelé pour me remercier. Il m'a dit que sa mère a beaucoup pleuré car elle pensait que son enfant était mort. Quelques mois après le même frère m'a appelé pour me dire que le jeune a finalement rendu l'âme. Ils sont nombreux les cas de folies mais personne n'en parle. Il y avait un autre cas également. Celui d'un jeune tellement intelligent. Un jour, je lui ai demandé s'il retenait encore le numéro de téléphone de ses parents, il m'a répondu oui et un jour il m'a remis un bout de papier sur lequel il y avait un numéro de téléphone. Il m'a fait savoir que c'est celui de sa mère. Franchement, je ne le croyais pas! Quand j'ai appelé, effectivement, sa mère m'a répondu. Je lui ai demandé si elle connaissait un certain M\*, elle m'a dit que c'est son fils. Je lui ai dit qu'il est à Niamey avec moi. Sa maman m'a dit que son grand-frère était sur le point d'aller le chercher mais il ne savait pas par où commencer. J'ai rassuré sa maman et cette dernière était tellement contente que le lendemain de notre conversation, elle m'a envoyé de l'argent pour payer le billet du transport à son fils. Et à cette époque, ma défunte femme était sur le point d'aller au Sénégal. C'est ainsi qu'ils ont voyagé ensemble jusqu'à Dakar. Quand ils*

---

<sup>11</sup> Le Gamou ou Mawlid est la commémoration de la naissance du Prophète Mahomet. Il est célébré dans différentes villes du Sénégal mais également par les migrants sénégalais dans leur pays d'établissement ou de transit. A Niamey, au Niger, à l'occasion du Gamou, une grande cérémonie est organisée à Abidjan, un des quartiers où résident de nombreux migrants sénégalais.

<sup>12</sup> Le Magal est la plus importante fête religieuse de la confrérie mouride du Sénégal. Il commémore le départ en exil au Gabon du fondateur de la confrérie, Cheikh Ahmadou Bamba, en 1895. Il est célébré à Touba, au Sénégal, depuis 1928, l'année ayant suivi la mort de Bamba

sont arrivés à Dakar, il a dit à ma défunte épouse qu'il reconnaissait le domicile familial à Grand-Yoff. Ils sont allés ensemble jusqu'à chez ses parents. Avec les aventures, on a tout vu ! Des cas très sérieux mais hélas pas relatés » (Ancien Consul du Sénégal. Niamey).

Avec les intenses flux migratoires que le Niger a connus, nombreux sont les sénégalais "aventuriers" qui étaient obligés de recourir aux services consulaires pour être rapatriés au pays d'origine. Si au début le voyage vers le Sénégal se faisait par avion, avec le nombre, l'insuffisance des ressources et l'urgence, le voyage par voie terrestre était devenu une alternative afin d'éviter des pertes humaines.

« Avec l'Organisation Internationale pour les Migrations, nous avons l'habitude d'accueillir des aventuriers pour qui nous faisons des papiers pour qu'ils soient rapatriés au Sénégal. À Niamey, nous avons établi plus de 1 000 sauve-conduits et les aventuriers retournaient au Sénégal par avion. Il nous arrivait d'envoyer chaque jour, au moins 10 aventuriers à Dakar. Mais quand les ressources commençaient à être rares, les aventuriers étaient mis dans des bus. Seulement avec les bus il y avait des risques car des aventuriers profitaient des escales pour revenir au Niger. Ce sont des cas que nous avons rencontrés. Nous avons des cas de jeunes qui sont allés jusqu'à Ouagadougou et descendre des bus pour revenir au Niger. Avec l'appui du Comité international de la Croix-Rouge également, c'était la même chose, nous avons pu établir des sauve-conduits pour le rapatriement de plusieurs aventuriers » (Ancien Consul du Sénégal. Niamey).

35

« Malgré les pertes en biens économiques ou en vie humaine qui inquiètent les familles de candidats à la migration, les départs vers le Niger ne cessent de prendre des proportions importantes. Le phénomène demeure, seulement les points de départ ont changé à cause des surveillances » nous a fait savoir Ibrahima, un migrant de retour rencontré à Tambacounda.

Le refus d'abandonner le voyage par les candidats à la migration irrégulière malgré les difficultés s'explique à plusieurs niveaux. La peur d'affronter la honte ou d'être la risée de ses proches incite les candidats à la migration à poursuivre le voyage.

« La migration est aujourd'hui dans nos mœurs. Certes, c'est une personne qui part mais son retour est l'affaire de tous surtout lorsqu'il s'agit d'une migration réussie. Quand on revient avec de l'argent, c'est la fierté pour toute la famille » (Sall. Migrant de retour).

« Quand les gens pensent aux difficultés laissées au Sénégal avant de quitter le pays, ils préfèrent continuer le voyage et affronter la réalité. Je pense qu'ils ont raison. Selon moi, il est mieux d'être en difficulté loin des yeux indiscrets que de supporter les encouragements sournois des gens » (Sene. Sénégalais. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).

« Mais quand on est rapatrié toute la famille est déçue et quand on meurt c'est la catastrophe (...) Quand la migration n'est pas réussie, les gens n'hésitent pas à dire que



*c'est un investissement à perte » (Mboup. Candidat à la migration. Rencontré à Niamey).*

La question de la réussite occupe une place centrale dans le quotidien des candidats à la migration mais également dans celui des migrants de retour ou en activité. Par conséquent, des entretiens et observations dans le cadre de cette recherche, il est récurrent d'entendre dire « *il faut réussir le voyage pour soi mais surtout réussir pour les autres et réussir pour gagner l'estime de ses pairs pour ne pas se taper la honte »*.

En clair, pour les candidats à la migration, les migrants de retour ou en activité, la réussite du voyage se matérialise par « *gagner de l'argent, revenir avec une voiture, construire une maison, avoir de beaux habits, etc. »*. Pour toutes ces raisons, les migrants estiment que les réseaux sociaux rendent faciles leurs voyages.

Il faut signaler que tous les migrants réussissent leurs voyages car certains d'entre eux, la majeure partie d'ailleurs sont confronté à d'énormes difficultés et le plus souvent sur leurs routes migratoires. Au Niger, et plus précisément à Niamey, outre l'accueil et l'assistance, les dahiras à travers leur mission encouragent des candidats à la migration à abandonner leur projet de voyage.

*« Tous les jours nous conseillons aux aventuriers d'abandonner leur projet de voyage et de rentrer au Sénégal ou de faire autre chose. C'est ce que nous faisons tous les jours ! C'est difficile de dissuader un candidat au voyage car la pression des parents au Sénégal est tellement forte » (Responsable du dahira Serigne Touba. Niamey).*

Si pour le responsable de la dahira mouride, il a été reconnu les difficultés pour dissuader les candidats à la migration, le responsable du dahira tidiane préconise des méthodes fortes.

*« Le Sénégal a envoyé des émissaires pour dissuader les jeunes. Moi également, j'ai fait de mon mieux pour dissuader des aventuriers. J'ai beaucoup parlé. J'avais même dit aux émissaires qui étaient venus à Niamey de bloquer les jeunes sénégalais qui étaient au niveau de la frontière entre le Sénégal et le Mali. De faire intervenir des militaires sénégalais pour qu'aucun Sénégalais ne sorte. Il y a de nombreux jeunes sénégalais qui souffrent en Libye, au Niger, au Burkina Faso et au Niger. On les maltraite, on les déshabille. On prend tout leur argent. On les humilie ! Ce sont les jeunes eux-mêmes qui nous donnent ces informations. Je pense que l'État du Sénégal doit prendre ses responsabilités. C'est à l'État de bloquer les candidats à la migration irrégulière depuis la frontière malienne ! » (Responsable du dahira Tidiane. Niamey).*

Il semble difficile d'apprécier les effets de ces conseils dissuasifs même si selon l'Organisation Internationale pour les Migrations, le nombre de migrants traversant le Sahel vers l'Europe a très fortement baissé récemment. Nous estimons que la logique de cette baisse des flux migratoires est due aux mesures prises par certains pays de transit pour combattre la migration irrégulière. Il demeure que le Niger continue à accueillir des candidats à la migration ce qui, par conséquent, a fait de ce pays un espace par excellence d'accueil de jeunes subsahariens.

Le plan de lutte contre la migration « irrégulière » mis en œuvre par le Niger a été axé sur deux volets: sécuritaire et développement économique et social, selon les précisions du président nigérien. Pour ce dernier, cette lutte contre les flux migratoires clandestins obéit en effet à deux considérations : « *la première raison est morale parce que le dirigeant africain que je suis, trouve insupportable que des milliers d'Africains viennent mourir dans le désert et en Méditerranée. Mais aussi le Niger est fortement engagé pour des raisons sécuritaires, parce que les passeurs qui amènent les migrants en Libye reviennent au Niger avec des armes, cela nous pose donc un problème de sécurité* », explique le chef d'État nigérien afin notamment d'écarter toute ambiguïté face à ceux qui qualifiaient le Niger de jouer « *les gendarmes de l'Europe* ».

Cette position du Niger est fortement saluée par l'Union européenne, en 2016, dans un communiqué de presse :

*« le Niger n'a cessé de coopérer étroitement avec l'UE, notamment pour combattre le trafic de migrants, devenant un exemple de la manière dont l'Union européenne et ses États membres peuvent combiner les divers outils disponibles dans le cadre d'une approche globale (...) L'engagement nigérien est corrélé avec des "compensations financières à travers le financement de projets de développement" dans la région d'Agadez, mais également "en soutien aux opérations de lutte contre les réseaux clandestins de passeurs et autres trafiquants". En juillet dernier par exemple, l'UE a annoncé avoir débloqué une enveloppe de 10 millions d'euros dans le cadre de la lutte contre le passage de migrants ouest- africains et un autre versement du même montant est attendu par les autorités nigériennes d'ici la fin de l'année (...) Le 28 septembre 2016, l'association des élus locaux est ainsi montée au créneau à travers une déclaration publique dans laquelle elle dressait un bilan peu reluisant de l'application de la loi adoptée en 2015 à l'initiative du gouvernement contre ceux qui s'adonnent à l'activité de « passeurs ou transporteurs de migrants ». Selon les élus locaux, près de 6 700 personnes vivaient alors de cette activité et les mesures prises par les autorités ont occasionné d'importants manques à gagner pour les communes ».*<sup>13</sup>

Pour « *contrer les flux migratoires et éviter que le désert ne devienne le mouiroir des jeunes africains candidats au départ* », l'État du Niger a transmis au parlement une loi pénalisant la traite de personnes. C'est la loi n°2015-036 du 26 mai 2015 :

*« le Niger a adopté la loi 2015-36 du 26 mai 2015 relative au trafic illicite des migrants dont les objectifs pertinents sont de prévenir et combattre ce phénomène, de protéger les droits des migrants objets de trafic illicite, de promouvoir et faciliter la coopération nationale et internationale en matière de lutte contre le trafic illicite des migrants »* (Marou Amadou. Ministre de la Justice, Garde de Sceaux du Niger).<sup>14</sup>

<sup>13</sup> Aboubacar Yacouba Barma, «Migration illégale: le Niger assure le job, selon l'OIM», La Tribune Afrique, 17 octobre 2017.

<sup>14</sup><https://nigerdiaspora.net/index.php/politique-niger/2141-agadez-3eme-journee-nationale-de-mobilisation-contre-la-traite-des-personnes-et-le-traffic-illicite-des-migrants>



Pour une meilleure application de la loi, des panneaux d'informations sont implantés à côté de gares routières et tout au long du trajet des bus qui se rendent à Agadez.

Photo 2 : Niamey : panneaux d'informations réglementant le transport de migrants au Niger



Source : Photo prise par nous-même à Niamey (mai 2021)

Aujourd'hui au Niger, des acteurs de la Société civile continuent à contester la loi 2015-036. Ibrahim Manzo Diallo, dans Niger Inter Magazine soutient que « *selon les acteurs de la société civile les restrictions voulues par l'État du Niger aliènent aussi des droits reconnus sur la mobilité des personnes. Les migrants ont des droits reconnus même dans la charte universelle des droits de l'Homme. La loi 2015-036 du 26 mai 2015 est donc en contradiction flagrante avec des protocoles signés par l'État du Niger comme celui de la CEDEAO qui stipule que : « le droit de résidence et d'établissement est garanti aux citoyens de la CEDEAO. Il est entré en vigueur en 1980 et est applicable au Niger. Un citoyen de la CEDEAO, qui désire entrer sur le territoire d'un autre état membre pour une durée de maximum 90 jours, peut entrer par un point d'entrée officiel, posséder un document de voyage et le certificat international de vaccination valide. Il n'a pas besoin d'un visa. S'il remplit toutes ces conditions il est en situation régulière et peut rester trois mois ».*<sup>15</sup>

<sup>15</sup> <https://www.nigerinter.com/2016/12/migration-a-agadez-autopsie-dun-phenomene/>

## 6. Quotidiennetés des migrants : entre réseaux et ghettos

Selon des personnes interrogées, les foyers sont par excellence les lieux où sont logés les candidats à la migration irrégulière en attendant que le voyage soit organisé par le passeur vers la Lybie. Au Niger, ces foyers sont connus sous le nom de ghettos et ils sont localisés habituellement dans des quartiers périphériques, du moins c'est le cas à Niamey et à Agadez où nous avons effectué nos enquêtes.

A Niamey, les quartiers concernés sont Bukotchi, Azawat, Kharobanda et Telladjé, tandis qu'à Agadez, les ghettos sont localisés à Katanga, Nassarawa, Dagamaète, Amrawette et Aéroport.

La vie dans les ghettos est fortement marquée par une pauvreté extrême et une oisiveté de ses pensionnaires. Les repas qui y sont préparés sont quasi-pauvres, sans poisson frais, sans viande, que du riz salé et du poisson séché. Le repas fréquemment partagé est la bouillie. C'est pour cette raison que des ONG locales et internationales se mobilisent pour venir en aide aux pensionnaires des ghettos à Agadez. A cet effet, elles offrent de l'huile, du couscous, des habits (RESCUE) ; des médicaments, des préservatifs, de l'eau de javel, des jeux de dames (CROIX ROUGE). Des structures comme l'OIM et l'Association des Passeurs pour la Lutte contre la Migration Clandestine assurent de manière récurrente des campagnes de sensibilisation au profit des migrants.

Photos 3 et 4 : Cuisine et repas dans les ghettos à Agadez



Source : Photo prise par nous-même à Niamey (mai 2021)





Source : Photo prise par nous-même à Niamey (mai 2021)

L'argent occupe une place fondamentale dans les discussions des pensionnaires des ghettos. Il structure les interactions entre candidats aux voyages et acteurs des réseaux (cochers, passeurs, etc.) car dans les réseaux le seul crédo majestueux est « *ne voyage que celui qui paie cash* ».

La relation entre candidats à la migration irrégulière et cochers est une sorte de jeu à somme nulle. Cela signifie que le gain de l'un constitue obligatoirement une perte pour l'autre. En clair,

le gain des coxers est plus important lorsque le candidat à la migration a plus peur de la situation racontée ou vécue et a une envie forte de quitter les lieux de transit dans les plus brefs délais.

La parole donnée est à la base des réseaux migratoires irréguliers et pour cette raison les propos des uns et des autres valent mieux qu'un contrat écrit. Pour cette raison, nous constatons que les candidats à la migration irrégulière sous la pression et face à l'envie démesurée de réussir leur aventure cèdent le plus souvent aux menaces des coxers qui ne négligent aucun moyen pour soutirer de l'argent à leurs clients.

La négociation est une activité fréquente. Candidats à la migration irrégulière et coxers négocient, souvent intuitivement et sans prendre le temps d'y réfléchir. Leur négociation est un échange dont l'enjeu requiert souvent plus qu'une improvisation. Elle nécessite donc une véritable préparation, une connaissance des attentes et des exigences des uns et des autres. Ainsi, chaque partie cherche à exercer son influence et conclure des transactions pour des négociations réussies.

Par les récits entendus, nous constatons que les candidats à la migration irrégulière ont dépensé sans compter surtout lorsqu'ils sont avec des coxers qui les font « *miroiter un bel avenir* » ou pire qui leur « *font peur* » pour leur soutirer plus facilement beaucoup plus d'argent.

Les coxers ou recruteurs, potentiels migrants pour la grande majorité, sont très bien imprégnés des préoccupations et pour cette raison, ils font appel à la ruse pour attirer leur clientèle. Par conséquent, il y a une certaine concurrence entre les réseaux. Dans une société où le trafic est un secteur d'activité très rentable et qui met en jeu de nombreux acteurs, certains réseaux proposent leurs services à bas prix et d'autres pratiquent des tarifs plus élevés, et tous sont organisés différemment.

Photos 5, 6, 7 et 8 : Graffitis sur les murs des ghettos à Agadez  
Source : Photos prises par nous-même à Niamey (mai 2021)

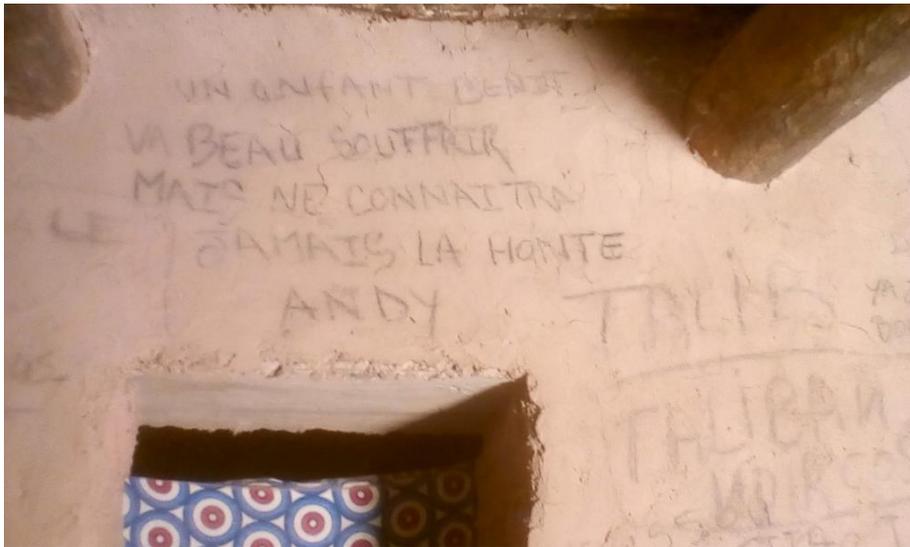




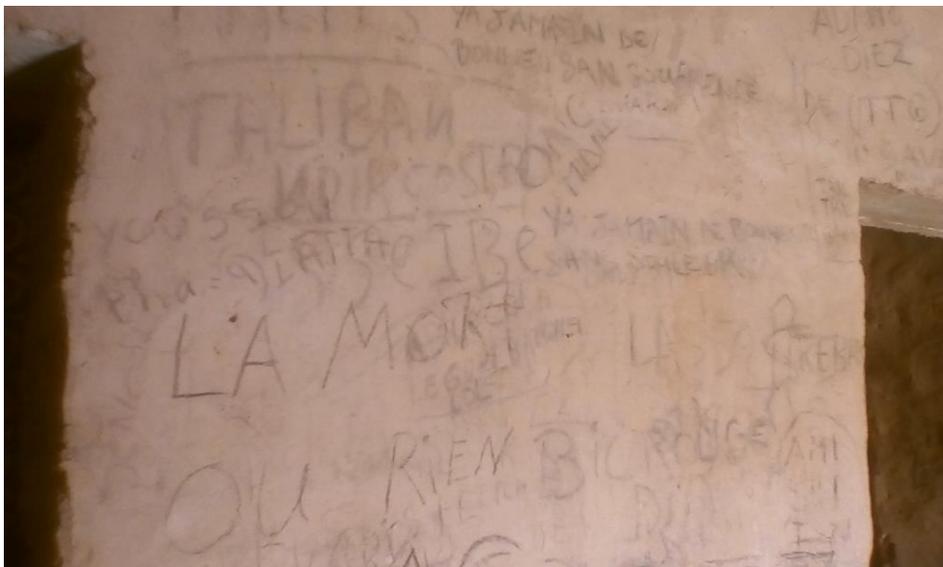
On peut lire : « La misère de l'Europe est la »



On peut lire : « Europe ou rien »



On peut lire : « Un enfant béni va beau souffrir mais ne connaîtra jamais la honte »



On peut lire : « La mort ou rien »



## Conclusion

Dans une approche méthodologique multi-sites à savoir au Niger et au Sénégal, nous avons interrogé le projet migratoire de jeunes candidats aux voyages irréguliers. Dans le premier, nous nous sommes intéressés aux villes de Niamey et d'Agadez caractérisées par des passages de migrants sénégalais souhaitant rejoindre l'Europe via la Libye. Dans le second pays, la collecte de données s'est exclusivement faite dans la région de Tambacounda devenue au cours des dernières années une zone de départ et de transit de candidats à la migration.

Cette région est fortement marquée par un déficit en unités industrielles et autres structures d'accueil pour l'emploi ; pour cette raison, manque de ressources, etc. En outre, aux yeux d'un agent des services consulaires sénégalais à Niamey, ces difficultés sont liées à l'ignorance des candidats à la migration.

*«Aujourd'hui, il y a un taux de chômage dans la région de Tambacounda et c'est quelque chose qui étouffe la population. Les jeunes sont complètement désœuvrés parce qu'ils n'ont rien à faire »* (Chef de projet sur la migration. ONG La Lumière. Tambacounda).

*« Les jeunes ne travaillent pas à Tambacounda. Ils tournent autour du thé, de la cigarette, de la musique, etc. Il n'y a presque pas d'emploi encore moins d'opportunités offertes aux jeunes. La seule opportunité, c'est le voyage. Aujourd'hui, ils sont nombreux à vouloir tous partir à l'étranger. Il y a des jeunes de moins de 18 ans, des adultes de plus de 45 ans, des pères de familles qui abandonnent femmes et enfants avec l'espoir de partir un jour »* (Enseignant. Tambacounda).

C'est ainsi qu'au cours de ces dernières années, de nombreuses populations de la région de Tambacounda se sont engagées dans les flux migratoires en passant par le Niger. Seulement ces voyages ne se font pas sans des difficultés liées à diverses raisons : tracasseries, la dernière enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal menée par l'ANSD classe la région de Tambacounda parmi les régions où les niveaux de pauvreté sont les plus élevés, avec notamment plus de 60 % et aussi un taux de chômage de 36,5%. Des échanges avec les populations locales nous confirment une telle situation.

*« Il y a de nombreux aventuriers qui se sont retrouvés dans des difficultés parce qu'ils sont mal informés. Certains d'entre eux ont voyagé avec des récépissés de dépôt de carte nationale d'identité »* (Ancien Consul du Sénégal. Niamey).

C'est ainsi que de nombreux candidats à la migration à défaut de rejoindre l'Europe et à la suite d'un séjour en Libye ont été ramenés au Sénégal. Ils sont en majorité âgés de 20 à 25 ans et évoluant dans les secteurs tels que le commerce et l'agriculture lorsqu'ils ne sont pas élèves ou étudiants.

Les nombreuses difficultés connues par les migrants Sénégalais et de bien d'autres populations subsahariennes au Niger a montré les limites des politiques d'intégration régionale et les effets de l'externalisation des frontières européens dans l'espace de la CEDEAO. En pratique, à travers la loi 2015-036, l'entrée et la circulation des populations originaires de pays membres de la CEDEAO sont réglementées alors que le Niger est membre de ces institutions.

